



Industrie, services publics, culture, retraites...

Les 3, 5 et 12 décembre

**Elargissons les luttes
par la grève et les manifestations**

Plans de licenciements, services publics exsangues, salaires et pensions au plus bas.... Alors que les reversements de dividendes aux actionnaires battent de nouveaux records !

Les agents de la sécu se mobilisent, le secteur de la culture est en lutte contre la casse annoncée par Christelle Morançais présidente de Région, les salarié.es de l'industrie se battent contre les plans de licenciements, le 3 décembre les retraité.es se mobilisent pour des pensions justes et contre le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) qui menace notre système social, le 5 décembre ce sont les agents des 3 fonctions publiques qui seront en grève pour des services publics à la hauteur de nos besoins de santé, d'éducation, de culture, de solidarité...

Les mobilisations pour des salaires décents se multiplient dans les entreprises...

L'Union Départementale CGT de Loire Atlantique, appelle tous ses syndicats à multiplier les luttes et converger les 3, 5, 12 décembre et après... pour gagner une industrie, des services publics, une sécurité sociale à la hauteur de nos besoins.

Mobilisons-nous largement

Mardi 3 décembre pour les retraites,

**Nantes 10h30 Préfecture
St Nazaire 10h30 sous-préfecture
Chateaubriant 11h sous-préfecture**

Jeudi 5 décembre pour les services publics

**Nantes 10h30 préfecture,
Saint Nazaire, 11H Hôpital
Chateaubriant 11H théâtre de verre**

Jeudi 12 décembre

Pour une industrie, des services publics et des emplois qui répondent à nos besoins

Industrie

La stratégie financière des directions d'entreprise et des gouvernements menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salarié·es concerné·es avec la CGT. Malgré tout, les luttes se multiplient, à l'image de Cordemais, GE Vernova, Michelin, ... contre les suppressions d'emplois ou la casse du Fret ferroviaire.

NOUS EXIGEONS :

Un moratoire sur les licenciements, les salarié·es ne doivent pas payer le coût des politiques capitalistes désastreuses au seul profit des actionnaires.
Une planification industrielle à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux.



Sécurité sociale

Notre système de protection sociale, issu du Conseil National de la Résistance, n'a cessé d'être attaqué par le patronat et tous les partis politiques libéraux, y compris le rassemblement national remettant en cause les cotisations sociales.

Le PLFSS est une nouvelle attaque contre ce conquies de la résistance et du monde ouvrier. Le but : transmettre cette manne financière aux intérêts privés. La protection sociale n'est pas une marchandise, elle est l'un des biens les plus précieux.

NOUS EXIGEONS L'APPLICATION DU PROJET D'AMBROISE CROIZAT :

Une sécurité sociale à 100 %, fidèle aux principes fondateurs tout en répondant aux défis du 21ème siècle.
L'arrêt des exonérations de cotisations sociales faites aux entreprises sans contrepartie.

Salaires et pensions

54 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires au deuxième trimestre 2024 en France alors que les salaires et les pensions ne permettent pas de vivre dignement. 230000 fonctionnaires viennent d'être revalorisés de 6 centimes pour que leur salaire soit au smic, les salarié·es actifs et retraité·es peinent à finir leur fin de mois, à payer leurs dépenses de santé, leur loyer, restreignent leurs dépenses d'alimentation, d'énergie...

NOUS EXIGEONS :

Un salaire minimum à 2000 euros brut et une échelle mobile des salaires.
L'égalité salariale femmes hommes.
La suppression des exonérations de cotisations sociales.
L'encadrement au strict minimum du recours à l'interim et aux statuts précaires et une reconnaissance du coût social de cette précarité par le salaire.

Culture

Nous assistons à l'organisation d'un plan de licenciements massifs partout en France et particulièrement dans les pays de la Loire, où sa présidente Christelle Morançais a un objectif clair : lutter contre l'émancipation et confier aux intérêts privés notre temps libre.

Mais la culture n'est pas une marchandise !

NOUS EXIGEONS :

Une véritable politique culturelle, indépendante des intérêts privés et reconnaissant l'ensemble des acteurs de ce secteur, souvent les plus précaires.

Services publics

Les annonces d'austérité inédites vont impacter fortement l'ensemble de la population avec des fermetures de services publics partout sur le territoire alors que les besoins sont énormes à l'école, à l'hôpital, dans les ehpad ou dans la petite enfance confiés au privé. Il est temps de redonner les moyens à nos biens communs et de répondre aux besoins de base de la population.
La casse du statut du fonctionnaire, et la précarisation toujours plus grande des agents publics participent à ces attaques irresponsables.

NOUS EXIGEONS :

Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques.
Des créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels.
Une revalorisation et une juste reconnaissance des agents publics.
L'abandon du projet de 3 jours de carences pour les agents en arrêt maladie.

Emplois

180000 emplois menacés dans l'industrie, 10000 dans le commerce, 4000 postes supprimés dans l'éducation nationale, plans de licenciements massifs dans la culture... Partout les salarié·es sont la variable d'ajustement des politiques financières. Dans tous les secteurs, l'économique prime sur nos besoins sociaux. Ce sont bien nos besoins de santé, d'énergie, de transports, de culture ... qui doivent définir nos besoins d'emplois.

NOUS EXIGEONS :

Un moratoire sur les licenciements.
Des emplois qui répondent à nos besoins et pas à ceux des actionnaires.

Retraites

La bataille contre la dernière contre-réforme des retraites, appliquée contre l'avis de 80 % de la population, au mépris de la démocratie sociale et représentative, n'est pas terminée !

NOUS EXIGEONS :

L'abrogation de la contre-réforme des retraites.
Une retraite à 60 ans pour tou.te.s avec une pension minimum de 2000 € bruts (smic)

REJOIGNEZ LA CGT

www.lacgt44.fr

udcgt44@cgt44.com